

Ces principes sont aussi importants pour les Canadiens que pour le reste de la communauté des nations.

Le Canada vit aujourd'hui une date importante de son histoire. En tant qu'ardents partisans de l'ONU, je sais que vous suivez aussi de près les grands développements politiques dans ses États membres.

Comme nombre d'autres pays du monde, le Canada réévalue actuellement ses propres structures politiques internes.

Ce matin, le Premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, et le ministre responsable des Affaires constitutionnelles au Canada, M. Joe Clark - mon prédécesseur comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures et un ardent partisan de l'ONU, de ses principes et de ses activités -, ont annoncé les modalités d'un grand processus national qui donnera aux Canadiens la possibilité d'explorer un nouveau cadre de cohabitation dans ce pays.

Cette entente repose essentiellement sur un énoncé des valeurs qui unissent tous les Canadiens, y compris la reconnaissance de la dualité linguistique du Canada et du fait que le Québec constitue une société distincte à l'intérieur du Canada en raison du caractère unique de sa langue, de sa culture et de son régime de droit civil.

Comme valeurs de base, il faut aussi mentionner l'égalité entre la femme et l'homme, la reconnaissance et la protection des diverses cultures et l'objectif du développement durable.

Ces valeurs seront enchâssées dans ce que l'on appelle la «Clause Canada» de la Constitution canadienne, et le caractère distinct du Québec sera reconnu dans la Constitution ainsi que dans la Charte des droits et libertés.

Mais les propositions présentées aujourd'hui débordent nettement les principes de base et les grandes valeurs.

Nous rechercherons par exemple des façons de rendre le gouvernement et l'administration gouvernementale plus efficaces. Le Canada, comme les autres pays, est confronté à une situation où l'on s'attend à ce que les représentants élus fassent toujours plus avec des ressources publiques qui ne cessent de diminuer.

Nous tenterons d'éliminer les chevauchements et l'inefficacité et d'introduire une logique moderne dans l'allocation des responsabilités entre les divers paliers de gouvernement.

Nous examinerons des moyens de renforcer l'union économique canadienne de sorte que nous soyons mieux placés pour relever les difficiles défis posés par le marché international.